

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,  
DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES  
HYDRAULIQUES, DE L'ASSAINISSEMENT  
ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2015\_088 /MEF/MATDS/MARHASA** portant répartition de la somme de **six cent soixante-six millions six cent soixante-sept mille (666 667000) francs CFA**, représentant les ressources financières à transférer en 2015 aux communes pour la réalisation de forages neufs et la promotion de l'assainissement familial au titre du Budget de l'Etat, gestion 2015.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,  
DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE,**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES  
HYDRAULIQUES, DE L'ASSAINISSEMENT  
ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE,**

Vu la Constitution ;

Vu la charte de la Transition ;

Vu le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du premier ministre ;

Vu le décret n°2014-004/PRES-TRANS/PM du 23 novembre 2014 portant composition du gouvernement ;

Vu la loi n°006-2003/AN du 24 janvier 2003 portant loi relative aux Lois de Finances, ensemble ses modificatifs ;

Vu la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004, portant Code Général des Collectivités Territoriales, ensemble ses modificatifs ;

Vu la loi n° 14-2006/AN du 09 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des collectivités territoriales au Burkina Faso ;

Vu la loi n°001-2014/CNT du 29 décembre 2014, portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2015 ;

Vu le décret n°2009-107/PRES/PM/MATD/MAHRH/MEF/MFPRE du 3 mars 2009 portant transfert de compétences et des ressources de l'Etat aux communes dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable et assainissement.

Vu le décret n°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique et son modificatif ;

Vu le décret n°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de l'Etat et autres organismes publiques et son modificatif ;

Vu le décret n°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et autres organismes publiques et son modificatif ;

Vu le décret n°2015-001/PRES-TRANS du 12 janvier 2015 promulguant la loi n°001-2014/CNT du 29 décembre 2014 portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2015 ;



# ARRETEMENT

**ARTICLE 1:** La somme de **trois cent quatre-vingt-onze millions six cent soixante-sept mille (391 667 000) francs CFA**, représentant les ressources financières à transférer en 2015 à treize (13) communes pour la réalisation de forages neufs au titre du Budget de l'Etat, gestion 2015, est répartie ainsi qu'il suit :

Région	Province	Commune	Nbre	Cout unitaire	Décomposition du coût unitaire			Montant total à transférer
					IEC, Implantation et Suivi Contrôle	forage positif	Pompe, margelle et superstructure	
BOUCLE DU MOUHOUN	SOUROU	KASSOUM	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
CASCADES	COMOE	TIEFORA	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
CENTRE OUEST	BOULKIEM DE	POA	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
EST	GNAGNA	COALLA	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
	TAPOA	BOTOU	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
	TAPOA	LOGOBOU	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
	TAPOA	PARTIAGA	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
HAUTS-BASSINS	HOUET	BAMA	4	7 532 057	532 057	4 500 000	2 500 000	30 128 228
	HOUET	KARANK ASSO-SAMBLA	4	7 532 057	532 057	4 500 000	2 500 000	30 128 228
	HOUET	PADEMA	4	7 532 057	532 057	4 500 000	2 500 000	30 128 228
	KENEDOU GOU	KOUROUMA	4	7 532 057	532 057	4 500 000	2 500 000	30 128 228
SUD-OUEST	PONI	KAMPTI	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
	NOUMBIEL	MIDEBDO	4	7 532 058	532 058	4 500 000	2 500 000	30 128 232
TOTAL								391 667 000

La dépense est imputable au Budget de l'Etat - gestion 2015 - titre 5, section 98 - chapitre 742140100 - Article 23 - paragraphe 234 - Rubrique 29.



**ARTICLE 2 :** La somme de **deux cent soixante-quinze millions (275 000 000) de francs CFA**, représentant les ressources financières à transférer en 2015 à sept (07) communes pour la promotion de l'assainissement familial au titre du Budget de l'Etat, gestion 2015, est répartie ainsi qu'il suit :

Régions	Province	Commune	Supervision par le Maître d'ouvrage	Montant géré en maîtrise d'ouvrage déléguée(MOD)					Rémunération du MOD	Montant à transférer par commune
				IEC	Suivi Contrôle et formation maçons	Subvention				
						Nbre latrines	Montant maxi par latrines	Montant		
HAUTS BASSINS	Kénédougou	Samoghoiri	1 641 500	7 300 000	2 451 600	290	90 000	26 100 000	1 792 600	39 285 700
	Kénédougou	Sindo	1 641 500	7 300 000	2 451 600	290	90 000	26 100 000	1 792 600	39 285 700
	Houet	Bama	1 641 500	7 300 000	2 451 600	290	90 000	26 100 000	1 792 600	39 285 700
	Houet	Satiri	1 641 500	7 300 000	2 451 600	290	90 000	26 100 000	1 792 600	39 285 700
SUD-OUEST	Ioba	Guéguéré	1 641 500	7 300 000	2 451 600	290	90 000	26 100 000	1 792 600	39 285 700
	Bougouriba	Iolonio ro	1 641 500	7 300 000	2 451 600	290	90 000	26 100 000	1 792 600	39 285 700
	Poni	Kampti	1 641 600	7 300 000	2 451 600	290	90 000	26 100 000	1 792 600	39 285 800
Total			11 490 600	51 100 000	17 161 200	2 030		182 700 000	12 548 200	275 000 000

La dépense est imputable au Budget de l'Etat - gestion 2015 – titre 5, section 98 – chapitre 742140100 – Article 23 - paragraphe 234 - Rubrique 29.

**ARTICLE 3:** Les ordonnateurs des budgets des communes bénéficiaires doivent prendre attache avec les Directions Régionales en charge de l'eau pour la mise en œuvre des forages et des activités de promotion d'assainissement familial (identification des sites, élaboration des dossiers d'appel d'offres, recrutement des prestataires, supervision des travaux, réceptions, etc.).

**ARTICLE 4 :** Les ordonnateurs des budgets des communes bénéficiaires des ressources financières transférées sont tenus chacun en ce qui le concerne de fournir un rapport trimestriel de l'exécution physique et financière au Ministre en charge de l'Eau avec ampliation au Ministre en charge de la Décentralisation et au Ministre de l'Economie et des Finances.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des Pôles de Croissance et de l'Appui à la Décentralisation, le Directeur Général du Budget, le Directeur Général du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers, le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, le Directeur Général des Ressources en Eau, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Faso. ✓

Ouagadougou, le 03/04/2015

Le Ministre de l'Economie et des Finances

Jean Gustave SANON



Le Ministre de l'Administration  
Territoriale, de la Décentralisation et de la  
Sécurité

CI Auguste Denise BARRY  
Officier de l'Ordre National



Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources  
Hydrauliques, de l'Assainissement et de la  
Sécurité Alimentaire

Dr François LOMPO  
Officier de l'Ordre National



**AMPLIATIONS**

- 1 – P.M.
- 2 – MEF
- 2 – MARHASA
- 1 – MATDS
- 1 – DGRE
- 1 – DGAEUE
- 1 – DGB
- 1 – DGTCP
- 1 – DG-CMEF
- 1 – DGPC-AD
- 1 – DGI
- 1 – DGD/MATDS
- 1 – DAF/MATDS
  - Toutes régions
  - Communes
- 2 – Archives Chrono
- 1 – J.O.